

À:

- Justin Trudeau, Premier ministre du Canada
- Chrystia Freeland, Vice-première ministre du Canada et Ministre des Finances
- Mary Ng, Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations et du Commerce international
- David Lametti, Ministre de la Justice et Procureur général du Canada
- Tracy Gray, porte-parole de l'opposition en matière de la Promotion des exportations et du Commerce international (Parti conservateur du Canada)
- Gabriel Ste-Marie, porte-parole de l'opposition en matière de finances et de commerce international (Bloc Québécois)
- Daniel Blaikie, porte-parole de l'opposition, Promotion des exportations et du Commerce international (Nouveau Parti démocratique du Canada)
- Annamie Paul, cheffe du Parti vert du Canada

En copie:

- Brenda Leong, Présidente et directrice générale de la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique
- Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de l'Union africaine
- Francisco Cali Tzay, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
- David R. Boyd, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de la personne et l'environnement
- Inger Andersson, Directrice exécutive du programme des Nations Unies pour l'environnement
- Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive sur la Convention sur la diversité biologique
- Phera S. Ramoeli, Secrétaire exécutive de la Commission permanente des eaux du bassin de la rivière Okavango (OKACOM)
- Audrey Azoulay, Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- Martha Rojas Urrego, Secrétaire générale de la Convention Ramsar sur les zones humides

Les **XXX** organisations de la société civile soussignées écrivent cette lettre pour partager des inquiétudes urgentes au sujet de l'inaction du gouvernement canadien sur les activités de forage proposées par l'entreprise canadienne Reconnaissance Africa Limited (également connu sous le nom ReconAfrica) à travers le nord-est de la Namibie ainsi que le nord-ouest du Botswana, en amont du delta de l'Okavango. Si les activités de ReconAfrica sont autorisées à aller de l'avant, elles auront des impacts graves sur les droits de la personne, les moyens de subsistance et l'eau potable au niveau local, le climat global et un écosystème essentiel.

Parmi nos signataires sont des organisations de la société civile namibiennes et botswanaises qui s'opposent à l'exploration et l'extraction proposées par ReconAfrica. Les inquiétudes soulevées par ces groupes ont suscité une opposition mondiale au forage du pétrole et du gaz planifié par ReconAfrica.

Les plans de ReconAfrica

Les impacts climatiques du développement de ReconAfrica seront ressentis à travers le monde s'il va de l'avant. L'entreprise prévoit de découvrir 120 milliards barils d'équivalent pétrole dans le bassin du Kavango qui est estimé comme étant « possiblement le prochain bassin permien. » Si le montant prévu

est extrait, ce serait l'équivalent d'au moins un sixième du budget carbone de la planète.¹ Aucun projet d'expansion des combustibles fossiles n'est conforme aux objectifs de l'Accord de Paris ni aux obligations internationales du Canada en matière des droits de la personne et un projet de cette envergure est particulièrement flagrant.

Les plans de ReconAfrica posent également des risques inacceptables aux droits autochtones, aux communautés locales et aux écosystèmes fragiles. L'extraction de pétrole et de gaz met en péril l'eau potable de plus d'un million de personnes et menace les principales industries de la région y compris le tourisme, l'agriculture et la pêche. L'extraction promet également de déplacer et d'aliéner les communautés San et Kavango de leurs territoires autochtones, de leurs ressources et de leur habileté de pratiquer leur culture.² Cela enfreint de nombreux droits et articles soulignés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) que le Canada s'est engagé à adopter. Ce projet risque également de créer des ressources abandonnées et des dégâts dont le nettoyage ne sera pas financé et qui risque d'affaiblir les revenus publics et les écosystèmes de la Namibie et du Botswana.

Les impacts cumulatifs de l'extraction sur cet écosystème risque « l'écocide » dans une zone protégée approvisionnant l'eau au delta de l'Okavango, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO, une zone humide Ramsar, une zone clé pour la biodiversité et une des sept merveilles de l'Afrique.³ La région abrite parmi sa faune la plus grande population d'éléphants d'Afrique et 400 espèces d'oiseaux. Un grand nombre de ces espèces, y compris l'éléphant de savane d'Afrique, sont menacées selon l'UICN. Le forage et les sondages sismiques préliminaires seuls risquent d'entraver le chemin migratoire des animaux, de les effrayer ou de les amener en conflit avec les humains en créant des vibrations, du bruit et de l'infrastructure.⁴

Des membres de la communauté locale sont préoccupés que les activités d'exploration initiales de ReconAfrica ont déjà enfreint les droits autochtones et les droits de la personne. La consultation est extrêmement limitée dû au manque de traduction, aux limites à la participation, aux questions non répondues et aux séances annulées.⁵ Les journalistes qui couvrent le projet et les militants qui s'y opposent ont reçu des menaces d'actions judiciaires.

Des experts indépendants interviewés par National Geographic ont découvert que les études d'impact sur l'environnement pour les activités d'exploration manque certains éléments de base, comme par exemple le travail sur le terrain, et que les sites d'essai de forage semblent manquer de doublure.⁶ Finalement, il y a certaines indications que ReconAfrica compte mener des activités de fracturation en lien avec ce développement, ce qui causerait des impacts sur la santé et à la pollution des eaux bien au-delà du forage conventionnel.⁷

¹ Fridays for Future: "[ReconAfrica's Kavango oil and gas play is 'carbon bomb' with projected 1/6 of world's remaining CO2 budget.](#)"

² Al Jazeera: "[Namibia: Indigenous leaders want big oil out of Kavango Basin.](#)"

³ Le delta de l'Okavango est également protégé par le protocole de la Commission permanente des eaux du bassin de la rivière Okavango et la Loi sur les deltas des États-Unis. Le projet toucherait également le San Living Cultural Landscape et la Zone de conservation transfrontalière Kavango–Zambezi.

⁴ National Geographic: "[Oil drilling, possible fracking planned for Okavango region—elephants' last stronghold.](#)"

⁵ National Geographic: "[Oil company exploring in sensitive elephant habitat accused of ignoring community concerns.](#)"; Al Jazeera: "[Namibia: Indigenous leaders want big oil out of Kavango Basin.](#)"; Oxpeckers: "[Mission to the Kawe](#)"; The Namibian: "[ReconAfrica adviser calls oil-drilling concerns 'stupidity'.](#)"

⁶ National Geographic: "[Oil drilling, possible fracking planned for Okavango region—elephants' last stronghold.](#)"; National Geographic: "[Test drilling for oil in Namibia's Okavango region poses toxic risk.](#)"

⁷ Même si l'entreprise indique présentement qu'elle cible des ressources conventionnelles, les recouvrements estimés de l'entreprise incluent du pétrole et du gaz issus de fracturation. Mongabay: "[Growing concern over Okavango oil](#)"

Les manques de responsabilisations des entreprises par le Canada

Les obligations internationales sur les droits des personnes exigent que le Canada protège contre les violations des droits de la personne par les entreprises canadiennes.⁸ Pourtant, le gouvernement canadien ne possède toujours pas de processus satisfaisants pour empêcher et répondre aux dommages causés par les entreprises canadiennes, malgré des décennies d'appels à la justice en ce qui concerne les extractions dangereuses à l'étranger.

Le nouveau bureau de l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) n'a pas été accordé l'autorité nécessaire pour mener à bout une enquête. Il est donc probable que l'OCRE manque des informations pertinentes retenues par l'entreprise et sera limité à la production d'un rapport superficiel. Cela risque de donner à ReconAfrica l'occasion de souligner un examen de surface de l'OCRE comme preuve que l'entreprise n'est pas à tort. C'est avec ceci et d'autres inquiétudes en tête que nous exprimons notre manque de confiance dans l'efficacité de l'OCRE et que nous vous adressons cette lettre à la place de l'OCRE.

Nous vous demandons de faire tout dans votre pouvoir pour:

- Garantir une enquête fédérale sur Reconnaissance Africa Limited (également connu sous le nom ReconAfrica) avec la pleine autorité d'exercer un recours pour les abus et de surveiller son implémentation complète;
- Poursuivre toutes voies légales et diplomatiques pour prévenir des dommages;
- Exclure tout financement public d'Exportation et développement Canada ou d'autres institutions du gouvernement canadien qui supporterait soit l'entreprise, soit ce projet dans le cas où il irait de l'avant;
- Accorder au bureau de l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) l'indépendance et l'autorité nécessaire pour enquêter les allégations d'abus des droits de la personne et le risque de dommage, y compris le pouvoir d'exiger des documents et des témoignages; et
- Maintenir les obligations internationales du Canada en matière des droits de la personne en adoptant des lois exigeant que les entreprises canadiennes empêchent les abus des droits de la personne à l'étranger, et d'entreprendre les vérifications nécessaires pour assurer le respect des droits de la personne et de l'environnement à travers leurs activités mondiales.

Comme l'a déclaré le Communiqué du sommet des dirigeants de l'énergie de l'Afrique 2020, nous avons besoin que tous les gouvernements « mettent fin au développement des fossiles combustibles; pour gérer le déclin de la production actuelle de pétrole, de gaz et de charbon; et pour amorcer rapidement la transition vers les sources d'énergie propre et renouvelable qui sont accessibles à ceux qui n'y ont pas présentement accès. »⁹

[exploration as community alleges shutout](#);" Frank R. Spellman, Environmental Impacts of Hydraulic Fracturing (CRC Press, 2013); Emily Clough, "Environmental Justice and Fracking: A Review," in Current Opinion in Environmental Science & Health, Elsevier, Volume 3, June 2018, pp. 14-18, <https://doi.org/10.1016/j.coesh.2018.02.005>.

⁸ Cela pourrait inclure DDPA et la Charte africaine sur les droits de la personne parmi d'autres. Cela pourrait aussi prochainement inclure un nouveau crime « l'écocide » (les dommages graves et la destruction des écosystèmes. Voir par exemple Osler Law, "[Supreme Court of Canada opens door to liability for alleged human rights abuses abroad](#);" Un [panel](#) d'avocats experts en criminalité internationale et en environnement rassemblé par Stop Ecocide Foundation rédige présentement une définition légale d'écocide qui pourrait être incluse dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

⁹ [Communiqué of Africa Energy Leaders 2020](#)

Il est essentiel que le Canada, ainsi que les autres pays parmi le Nord global, prenne le devant pour cesser progressivement sa propre production de fossiles combustibles et paye une part équitable pour soutenir une transition juste à l'énergie renouvelable à 100% en Namibie, au Botswana et à travers le monde.¹⁰ De plus, le Canada doit garantir que les entreprises canadiennes ne poursuivent pas le développement imprudent de fossiles combustibles à l'étranger, surtout les projets comme celui de ReconAfrica qui promet de violer les droits de la personne et de détruire des écosystèmes essentiels. Le Canada doit respecter ses responsabilités internationales quant aux droits de la personne et à l'environnement en menant une enquête et en intervenant pour empêcher que les activités néfastes de ReconAfrica aillent de l'avant.

Sincèrement,

1. 350 Canada – Canada
2. 350 Vancouver – Canada
3. 350Africa.org – Africa
4. 350NYC – United States
5. AbibiNsroma Foundation – Ghana
6. Advancement of Women Halton – Canada
7. African Centre for Biodiversity – South Africa
8. African Climate Reality Project – Africa
9. African Water Commons Collective – South Africa
10. Alliance for Empowering Rural Communities – Ghana
11. Amnesty International - Southern Africa Regional Office – South Africa
12. Amnesty International Canada – Canada
13. Amnesty International Durban Group – South Africa
14. Andy Gheorghiu Consulting – Germany
15. Anglican Church of Canada – Canada
16. Anglican Diocese of New Westminster Eco-Justice Unit – Canada
17. Animals Are Sentient Beings, Inc. – United States
18. Animal Rebellion Edmonton — Canada
19. Anthropocene Actions – United Kingdom
20. Association des Conseils Chrétiens et Eglise en Afrique de l'Ouest – Togo
21. Black Environmental Initiative – Canada
22. Born Free Foundation – United Kingdom
23. Born Free USA – North America
24. Canadian Association of Physicians for the Environment– Canada
25. Canadian Foreign Policy Institute – Canada
26. Canadian Health Association for Sustainability and Equity (CHASE) – Canada
27. Canadian Interfaith Fast for the Climate – Canada
28. Canadian Lawyers for International Human Rights (CLAHR) – Canada
29. Canadian Network on Corporate Accountability — Canada
30. Canadian Voice of Women for Peace – Canada

¹⁰ Pour le Canada, cela équivaut au moins 140% en réductions d'émissions d'ici 2030, avec 60% de réductions nationales d'ici 2030 et les 80% restants venant du financement climatique international. Voir Climate Action Network Canada: "[Canada's Fair Share towards limiting global warming to 1.5°C](#)" et Cascade Institute: "[Correcting Canada's 'one eye shut' climate policy.](#)"

31. Center for Biological Diversity – United States
32. Centre Afrika – Canada
33. Centre for Citizens Conserving Environment and Management (CECIC) – Uganda
34. Citizens' Climate Lobby Canada – Canada
35. Climate Action Club – Canada
36. Climate Action Network Canada (CANRac) – Canada
37. Climate Justice Durham – Canada
38. Climate Justice Edmonton – Canada
39. Climate Pledge Collective – Canada
40. Climate Strike Canada – Canada
41. ClimateFast – Canada
42. ClimateFast – Canada
43. Collectif Citoyen Goldboro, Parlons-En – Canada
44. Cooperation Canada – Canada
45. COP26 Climate Action Plan – United Kingdom
46. Council of Canadians – Canada
47. Council of Canadians, South Shore Chapter – Canada
48. Divest Brent – United Kingdom
49. Earthlife Africa – South Africa
50. Earthlife Namibia – Namibia
51. Economic and Social Justice Trust – Namibia
52. Ecumenical Voice for Human Rights and Peace in the Philippines (EcuVoice) – Philippines
53. EKOenergy ecolabel – Finland
54. ELEPHANATICS – Canada
55. Elephant Reintegration Trust – South Africa
56. Energy Mix Productions – Canada
57. Environment Governance Institute Uganda (EGI) – Uganda
58. Environmental Defence Canada – Canada
59. Environmental Investigation Agency (EIA) – United Kingdom
60. ENvironnement JEUnesse (ENJEU) – Canada
61. Environnement Vert Plus – Canada
62. Équiterre – Canada
63. eThembeni Cultural Heritage Management – South Africa
64. Extinction Rebellion Antigonish NS – Canada
65. Extinction Rebellion Canada– Canada
66. Extinction Rebellion Cape Town – South Africa
67. Extinction Rebellion New Brunswick – Canada
68. Extinction Rebellion Nigeria – Nigeria
69. Extinction Rebellion Nova Scotia – Canada
70. Extinction Rebellion Ottawa (XRO) – Canada
71. Extinction Rebellion Sherbrooke — Canada
72. Extinction Rebellion Africa — Africa
73. Extinction Rebellion UK – United Kingdom

74. Extinction Rebellion Vancouver – Canada
75. Extinction Rebellion, Nelson, BC – Canada
76. Fridays for Future Angola –Angola
77. Fridays for Future Digital — International
78. Frack Free Namibia – Namibia
79. Frack Free Namibia and Botswana – Namibia and Botswana
80. Frack Free Surrey – United Kingdom
81. Frack Free Sussex – United Kingdom
82. Frack Off London – United Kingdom
83. Fracking Free Clare – Ireland
84. Fracking Hell (UK) – United Kingdom
85. FracTracker Alliance – United States
86. Fridays For Future Calgary – Canada
87. Fridays For Future Quinte – Canada
88. Fridays For Future Windhoek – Namibia
89. Friday's For Future Windsor Essex – Canada
90. Friends of the Earth Africa – Africa
91. Friends of the Earth Canada – Canada
92. Friends of the Earth International – International
93. Friends of the Okavango – Canada
94. Future for Elephants – Germany
95. GAIA Green Audits Into Action – South Africa
96. GASP (Grand(m)others Act to Save the Planet – Canada
97. Glasswaters Foundation – Canada
98. Global Catholic Climate Movement (GCCM) – International
99. Global March for Elephants and Rhinos – United States
100. Gower St – United Kingdom
101. Grandmothers Advocacy Network – Canada
102. Green Anglicans – South Africa
103. Green Leaf Advocacy and Empowerment Center – Nigeria
104. Green Majority Radio – Canada
105. GreenFaith – International
106. Greenpeace Canada – Canada
107. Greenpeace Victoria Local Volunteers – Canada
108. Greenpeace Vancouver Local Group – Canada
109. Greenpeace Winnipeg Volunteer Group – Canada
110. Hamilton Centre for Civic Inclusion – Canada
111. Health of Mother Earth Foundation – Nigeria
112. Indigenous Climate Action – Canada
113. IYX Africa – South Africa
114. KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives – Canada
115. Leap Professional Coaching – Canada
116. Les Amis de la Terre - Friends of the Earth France – France
117. Little Red Dots – United Kingdom and Singapore

118. Mining Justice Action Committee – Canada
119. MiningWatch Canada – Canada
120. Namibia Women’s Association – Namibia
121. New Brunswick Anti-Shale Gas Alliance – Canada
122. Office for Systemic Justice, Federation of Sisters of St. Joseph of Canada – Canada
123. Office of the National Indigenous Anglican Archbishop of Canada – Canada
124. Oil Change International – International
125. One Cowichan – Canada
126. Oomama (Stephen Lewis Foundation Oakville) – Canada
127. Operation Noah – United Kingdom
128. Otto Herrigel Environmental Trust – Namibia
129. People's Health Movement Canada/ Mouvement populaire pour la santé au Canada
130. Physicians for Social Responsibility AZ Chapter – United States
131. Plasticfree Toronto – Canada
132. Plataforma por un Nuevo Modelo Energético – España
133. Preservation of At-Risk Wildlife Foundation – United States
134. Progressive Democrats of America, Tucson, AZ Chapter – United States
135. Quakers in Southern Africa – Southern Africa
136. Rainforest Action Network – United States
137. Rebel Elixir Coffee – Canada
138. Rebelión o Extinción Argentina – Argentina
139. ReConOut – United Kingdom
140. Regroupement pour la Responsabilité Sociale des Entreprises – Canada
141. Rettet den Regenwald / Rainforest Rescue – Germany
142. Sacred Earth Solar – Canada
143. Santa Cruz Climate Action Network – United States
144. Sauvez les Éléphants d'Afrique – France
145. Saving Okavango's Unique Life (SOUL) – International
146. Sequoia Solution – Canada
147. SFM – Italy
148. Shale Must Fall – United Kingdom
149. Sierra Club British Columbia – Canada
150. Sierra Club Canada Foundation – Canada
151. Sisters of Charity of Nazareth Congregational Leadership – United States
152. SOUL (Saving Okavango's Unique Life) – International
153. South Durban Community Environmental Alliance – South Africa
154. South Sudan Council of Churches – South Sudan
155. Southern African Faith Communities Environment Institute (SAFCEI) – Southern Africa
156. Stand.earth – Canada & USA
157. Stop Ecocide Canada – Canada
158. Stop The Maangamizi
159. Sustainabiliteens Vancouver – Canada
160. The Climate Reality Project Canada – Canada

161. TheClima.es — International
162. The Community Climate Council – Canada
163. The Green Connection – South Africa
164. The Leap – Canada
165. The Social Justice Institute at UBC – Canada
166. The United Church of Canada– Canada
167. UDK Consultancy – Malawi
168. Union of Justice – Europe
169. United Native Americans – International
170. University of Sussex – United Kingdom
171. urgewald – Germany
172. VIDEA – Canada
173. Vote Climate – Canada
174. Weald Action Group – United Kingdom
175. What the Frack?! Arapahoe – United States
176. Wilderness Committee – Canada
177. WoMin African Alliance – South Africa
178. XR Balham – United Kingdom
179. XR Southwark – United Kingdom
180. XR UK Rebel Pathway Team – United Kingdom
181. XR Wandsworth – United Kingdom
182. XR YYC – Canada
183. XRQC (XR Montreal) – Canada
184. XRVI Connect (XR Vancouver Island Connect) – Canada
185. Yukon Wild – Canada